



Arrêté municipal temporaire VO-19/2026

**Pour travaux de raccordement électrique complet sur le domaine public
en agglomération 20 Rue de bel air
Commune d'YTRAC**

Le Maire de la Commune d'YTRAC,

VU la Loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la Loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code de la Route ;

VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 ;

VU la demande formulée le 26/05/2026 par l'entreprise **CONSTRUCTEL - ENEDIS AURILLAC pour le compte de M. MAURY Clément** ;

Considérant qu'en raison des travaux du raccordement électrique sur domaine public effectués par l'entreprise **CONSTRUCTEL - ENEDIS AURILLAC** ; il y a lieu de restreindre la circulation avec empiètement temporaire sur la **20 Rue de Bel Air Commune d'YTRAC**.

ARRETE

ARTICLE 1 : A compter du 06/07/2026 et jusqu'au 15/08//2026 inclus, la circulation sur **20 rue de Bel air d'YTRAC** pourra être réduite à une voie pour permettre le déroulement des travaux.

ARTICLE 2 : Les restrictions suivantes sont instituées au droit du chantier.

* Défense de stationner sur l'emprise de la zone de travaux et de part et d'autre sur une longueur de 50 mètres, excepté pour les véhicules affectés au chantier.

* Circulation alternée manuellement.

* Interdiction de dépasser (cette interdiction sera matérialisée par un panneau B 3).

* Limitation de la vitesse à 30 km/h.

ARTICLE 3 : La signalisation sera conforme aux prescriptions définies par l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire approuvées par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992.

La fourniture, la pose et la maintenance de la signalisation seront assurées par les soins de l'entreprise **CONSTRUCTEL - ENEDIS AURILLAC**.

Pendant les périodes d'inactivité du chantier, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés ou occultés, et la circulation rétablie dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place (présence de personnels, d'engins ou d'obstacles) auront disparu Il en sera de même en cas d'achèvement des travaux avant la date fixée à l'article 1.

ARTICLE 4 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur et à chaque extrémité du chantier ainsi que dans la commune de YTRAC.

ARTICLE 6 : Conformément à l'article R.421-1 du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de CLERMONT-FERRAND dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication.

ARTICLE 7 : Mme le Maire de la commune d'YTRAC, le Lieutenant-Colonel Commandant le Groupement de Gendarmerie du Cantal sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera adressée à l'entreprise **CONSTRUCTEL - ENEDIS AURILLAC**.

A Ytrac, le 29/05/2026

Le Maire,


B. GINEZ 